

du moins temporairement, Terre-Neuve était redevenue une colonie impériale dont la défense et les relations étrangères relevaient du Royaume-Uni. En conséquence les communications officielles entre St. John's et Ottawa devaient normalement passer par Londres. De plus à Londres la sécurité de Terre-Neuve semblait beaucoup moins compliquée que celle du Royaume-Uni. Lorsque le Canada demanda quels étaient les plans de la Grande-Bretagne pour la protection de l'île en cas de guerre, on répondit qu'aucune mesure particulière n'était envisagée si ce n'était l'envoi de six dragueurs de mines au début des hostilités, et par la suite de vaisseaux anti-sous-marins. Quant à sa «défense générale» on jugeait qu'elle «serait assurée par la couverture fournie par la Marine royale». Bien que pressé par ses conseillers militaires, le gouvernement canadien demeura muet sur la question; à ce sujet, l'historien attitré de l'Armée canadienne dans la Seconde Guerre mondiale, le colonel Stacey, fait ce commentaire: «L'absurdité militaire ne saurait être poussée plus loin.»<sup>7</sup>

Quoi qu'il en soit, le déclenchement de la guerre en 1939 souleva immédiatement la question de la participation du Canada à la défense de Terre-Neuve. Dans une allocution prononcée aux Communes le 8 septembre, le Premier ministre King déclarait: «l'intégrité de Terre-Neuve et du Labrador est essentielle à la sécurité du Canada»<sup>8</sup> et en participant à la défense de Terre-Neuve, le Canada défend non seulement son propre territoire, mais encore vient en aide à la Grande-Bretagne. À la demande de l'amiral de la Marine royale, responsable de l'Amérique et des Indes Occidentales, le Canada entreprit de faire la reconnaissance de la côte de Terre-Neuve une semaine avant de déclarer la guerre. Avant d'exécuter cette tâche, le Canada demanda à Terre-Neuve de permettre au CARC de survoler n'importe quelle partie du territoire de Terre-Neuve et du Labrador et d'utiliser les installations de l'aéroport. Le gouverneur répondit immédiatement que Terre-Neuve était heureuse d'agréer cette demande.<sup>9</sup>

Le gouvernement de Terre-Neuve était mû par un esprit plus fertile et plus réaliste que celui de Londres ou d'Ottawa. Dès le 15 septembre 1939, il télégraphiait au Royaume-Uni pour faire remarquer que le nouvel aéroport de Gander serait sûrement un atout dans la guerre mais qu'il n'avait pas les ressources nécessaires pour l'exploiter à fond dans ce contexte. Il proposa donc que l'aéroport et la base d'hydravions à Botwood soient confiés au Canada et sous sa responsabilité pour la durée de la guerre. Cependant, les autorités britanniques rejetèrent catégoriquement ce projet, alléguant qu'il contrecarrait les plans de l'aviation civile.<sup>10</sup> D'autres démarches visant à renforcer les liens de collaboration militaire entre le Canada et Terre-Neuve furent tentées durant les sept mois de la «drôle de guerre», mais les résultats tangibles furent à peu près négligeables.

<sup>7</sup> *Ibid.* p. 104.

<sup>8</sup> Document 41.

<sup>9</sup> Documents 36 et 38-40.

<sup>10</sup> Documents 45 et 51.